



**Sommet du G8**

**26-27 mai 2011  
Deauville, France**

**DÉCLARATION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU G8  
SUR LE SOUDAN**

Au début de cette année, nous nous sommes réjouis de la tenue pacifique du référendum au Sud-Soudan et nous avons félicité le gouvernement du Soudan et le gouvernement du Sud-Soudan pour leur engagement concret en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de paix global. Aujourd'hui, nous constatons avec une vive préoccupation la crise à Abyei, crise qui risque de compromettre les relations entre les parties à l'Accord de paix global, ainsi que leurs négociations en cours. Nous demandons instamment aux deux parties de mettre au premier plan les bénéfices que leurs peuples tireront à l'avenir d'une sécession pacifique et de relations politiques constructives.

Nous condamnons les actions militaires menées par les deux parties en violation de l'Accord de paix global et des accords de Kadugli des 13 et 17 janvier. Nous demandons instamment aux deux parties de faire preuve de retenue et de s'abstenir de toute nouvelle action susceptible d'aggraver la crise. Il est essentiel que le Président Bachir et le Président Kiir travaillent ensemble en vue de mesures permettant de rétablir le niveau de coopération essentiel indispensable pour la mise en œuvre complète de l'Accord de paix global de manière constructive et pacifique. À cet égard, nous soutenons résolument les efforts de Thabo Mbeki et du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

Nous appelons le gouvernement du Soudan à mettre fin à toutes les opérations militaires et à retirer immédiatement ses forces d'Abyei et nous demandons instamment aux deux parties de conclure rapidement de nouveaux arrangements de sécurité à Abyei de manière à rétablir le calme, à protéger les civils et à respecter l'Accord de paix global. Nous rappelons aux deux parties la nécessité de trouver un accord d'ici le 9 juillet sur le futur statut d'Abyei, conformément au Protocole d'Abyei et à la décision de la Cour permanente d'arbitrage.

Nous soutenons résolument les efforts destinés à renforcer la capacité des forces de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) à Abyei à aider les parties à mettre en œuvre de nouveaux arrangements de sécurité. Nous condamnons les actes de violence contre les civils du Nord et du Sud et nous appelons les deux gouvernements à protéger les civils et à permettre l'accès des organisations humanitaires de l'ONU sans restriction. Nous rappelons également la nécessité de mettre un terme aux violences et à l'insécurité qui persistent au Darfour et nous appelons les parties à dialoguer pour parvenir à une solution rapide dans le cadre du processus de Doha, avec la médiation du Médiateur en chef conjoint et du gouvernement du Qatar.

Cependant, en dépit de notre soutien constant à l'Accord de paix global, de notre aide pour parvenir à un règlement pacifique et politique, de notre assistance aux Soudanais dont la vie a été de nouveau bouleversée, et de notre engagement en faveur de la Mission des Nations Unies au Soudan et de la viabilité économique des deux futurs États, ce n'est pas nous qui pouvons résoudre cette crise. La responsabilité de réaliser la paix au Soudan incombe aux signataires de l'Accord de paix global, qui ont le pouvoir de décider ou non s'ils veulent régler leurs différends de manière pacifique et préparer un avenir meilleur pour leurs concitoyens, ou au contraire de recourir à la violence qui a infligé un coût énorme au potentiel du Soudan du Nord et du Sud et à la communauté internationale. Nous nous sommes engagées en tant que G8 à soutenir le développement de l'Afrique. Rien ne contribuera davantage au développement du Soudan que la paix, rien ne compromettra davantage ce développement que le retour à la violence.